NOUS

citoyens libres, responsables, indépendants, autonomes, non-violents et obstinément joyeux

en vertu de pas mal d'articles de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne, du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques et de l'article unique de notre Code de Dignité stipulant que nul ne peut se taire dès lors qu'il constate une atteinte aux droits humains,

constatant les violences de toutes natures supportées par les habitants de ce pays,

ACCUSONS

les gouvernants

d'avoir rompu autoritairement le contrat social qui les liait à la collectivité nationale et d'avoir ainsi perdu leur légitimité, en exerçant sur les citoyens des exactions lamentables en vue de privilégier des intérêts corporatistes privés, dont les activités sont objectivement ou potentiellement nuisibles aux biens, à la santé et à l'intégrité de la collectivité, et d'avoir, de ce fait, corrompu

L'ÉTAT

et les citons à comparaître pour répondre des chefs d'accusation suivants :

- Abandon de la souveraineté nationale au profit de l'Organisation Mondiale du Commerce, celle-ci n'ayant aucune légitimité populaire.
- Collusion avec des personnalités des milieux d'affaires et leurs sociétés.
- Diffusion à caractère propagandiste d'une idéologie prédatrice fondée sur la concurrence, la cupidité, le profit et le pillage des richesses.
- Participation répétée à des tournantes en compagnie d'autres États européens du même acabit.
- Désorganisation, démantèlement et destruction des services publics.
- Cession d'équipements publics à des sociétés privées sans l'accord de la collectivité.
- Saccage du droit du travail et précarisation des travailleurs.
- Répression et criminalisation des luttes sociales.
- Instrumentalisation de la justice et des forces de l'ordre à des fins de contrôle social par tous moyens de fichage, de surveillance, d'humiliation et d'intimidation de la population.
- Mépris ostensible à l'égard des protestations citoyennes.
- Négligence intellectuelle.
- (et bien d'autres encore mais on n'a pas la place)

APPEL À TÉMOIGNAGES

Vous êtes une personne ou un groupe de personnes, vous avez été victime, sous quelque forme que ce soit, de la politique de l'État, vous avez assisté à une scène d'injustice sociale, vous ne voulez plus être complice par votre silence, vous êtes en colère :

adressez-nous votre témoignage

afin d'instruire **le procès des représentants de l'État**

et d'établir leur culpabilité : **j.accuse@rocketmail.com**

de avril à septembre à Nantes

comme.un.free.fr

est un collectif libre et spontané de citoyens. Rejoignez-nous sans attendre pour aider à l'organisation et à la tenue de ce procès. Pour cela, adressez-vous à la personne qui vous a transmis cet appel ou à j.accuse@rocketmail.com.